

Début mai, l'Alliance rouge-verte, organisation de 4 000 membres qui regroupe l'essentiel des sensibilités de la gauche radicale et anticapitaliste danoise, a tenu sa conférence nationale annuelle. Ses débats sont assez similaires à ceux qui traversent la gauche radicale européenne.

Début mai, l'Alliance rouge-verte, organisation de 4 000 membres qui regroupe l'essentiel des sensibilités de la gauche radicale et anticapitaliste danoise, a tenu sa conférence nationale annuelle. Ses débats sont assez similaires à ceux qui traversent la gauche radicale européenne : organisation de la résistance à l'offensive libérale, répartition des richesses, rapport à la social-démocratie, problème de la participation gouvernementale, lutte contre l'Europe de Bruxelles, abolition de la prostitution. Et même le débat sur le voile islamique, une partie des délégués contestant la désignation d'une militante portant le hidjab comme candidate pour les prochaines élections législatives. Les mots d'ordre concernant la construction européenne ont donné lieu à une discussion animée, de nouveaux membres, plus jeunes, souhaitant remettre en cause l'exigence du retrait du Danemark de l'Union européenne que défend l'Alliance depuis ses origines. Sur ce point, la conférence a confirmé l'approche traditionnelle.

Concernant la « question gouvernementale », dans la perspective d'un retour des sociaux-démocrates au pouvoir, la résolution adoptée rappelle d'abord le programme défendu par l'Alliance : lutte contre la marchandisation de la société, contre l'Otan et l'impérialisme américain, pour les droits des immigrés, répartition égalitaire des richesses, etc. Puis, de constater que, sur ces thèmes, le Parti social-démocrate et les partis « bourgeois » défendent globalement les mêmes politiques.

Elle conclut donc que les conditions d'un gouvernement en rupture avec ces politiques n'existent pas et que « la fidélité politique de l'Alliance doit aller au combat pour la défense des intérêts des couches populaires, pas à un gouvernement quel qu'il soit ». Elle insiste sur la nécessité de s'appuyer, non sur des négociations ou des accords basés sur la présence institutionnelle, mais sur le lien avec les mouvements et les mobilisations extraparlimentaires. Une orientation contradictoire avec la participation à un gouvernement dirigé par les sociaux-démocrates, qui conduirait les anticapitalistes à assumer « la co-responsabilité des politiques gouvernementales », brouillant le clivage entre la gauche et la droite. À l'opposé, l'Alliance revendique d'être, « même sous un gouvernement social-démocrate, une alternative à la gauche ».

\* Paru dans Rouge n° 2206 du 17 mai 2007